Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Avigdor Lieberman : le vrai visage d'Israël

Par Julien Salingue
Mondialisation.ca, 19 novembre 2006
19 novembre 2006

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Droits humains et État policier
Analyses: LA PALESTINE

Avigdor Lieberman, homme politique ouvertement raciste vient de rejoindre le gouvernement israélien. Le leader du parti Israël Beitenou (« Notre maison Israël ») est nommé Vice-Premier Ministre et « Ministre aux Menaces stratégiques », un poste créé spécialement pour lui et dont la principale tâche est de gérer le « dossier du nucléaire iranien ». Olmert, fragilisé après l'échec de l'expédition libanaise, avait besoin de renforcer sa majorité. C'est chose faite. Tous ceux qui avaient analysé les élections israéliennes comme témoignant d'un « glissement vers la gauche » de l'échiquier politique en sont pour leurs frais. A l'heure où l'Etat d'Israël multiplie les exactions et asphyxie tout un peuple, cette nouvelle n'est guère rassurante. Mais elle n'est pas surprenante.

Le programme de Lieberman : exécutions et nettoyage ethnique.

Lieberman s'est rendu célèbre pour ses propositions les plus « radicales » : bombarder les centres commerciaux, les banques et les stations essence de Cisjordanie et de Gaza (mars 2002), expulser tous les Palestiniens d'Israël qui refuseraient de prêter un serment de loyauté à l'Etat juif (juin 2002), noyer les prisonniers politiques palestiniens dans la Mer morte (juillet 2003), exécuter les députés palestiniens à la Knesset qui ont des contacts avec le Hamas ou qui ont commémoré l'expulsion de 1948 (mai 2006)... Récemment il déclarait : « Je suis tout à fait favorable à la démocratie mais lorsqu'il y a contradiction entre les valeurs démocratiques et les valeurs juives, les valeurs juives et sionistes sont prépondérantes » (entretien au journal HaZofeh, septembre 2006).

Au-delà de ces déclarations, Lieberman n'a jamais caché qu'il avait un projet très clair pour régler la question palestinienne : nettoyage ethnique et constitution de cantons. Dès 2001, il proposait de constituer 4 cantons en Cisjordanie, hermétiquement fermés, dans lequel seraient regroupés les Palestiniens. Plus récemment, il a agrémenté ce projet d'une solution pour les Palestiniens d'Israël, qui sont plus d'un million. Il propose d'en déplacer la grande majorité pour les regrouper eux aussi dans des zones hermétiquement fermées, auto-administrées. Ainsi verrait le jour un « Etat juif ethniquement pur » de la Mer Méditerranée jusqu'au Jourdain, abritant en son sein des bantoustans palestiniens.

Les masques tombent

Il est donc légitime de s'émouvoir de son arrivée à un poste-clé du gouvernement Olmert. Mais derrière l'émotion de certains, notamment au Parti Travailliste et plus généralement

dans le « camp de la paix » en Israël, se cache une certaine hypocrisie. En effet une bonne partie de ceux qui dénoncent son intégration au gouvernement le font en sous-entendant que le gouvernement Olmert va changer de nature. En France, les Guignols de l'Info ont poussé le vice jusqu'à en appeler à Ariel Sharon (sur le mode « Réveille-toi ils sont devenus fous… »).

Les pitoyables déclarations du numéro 1 du Parti travailliste (« Il est clair pour moi que Lieberman a une vision du monde extrémiste et scandaleuse mais nous resterons [au gouvernement] pour que cette vision du monde ne s'impose pas » (dépêche Reuters, 29 octobre)) ne doivent pas faire illusion. Les idées de Lieberman sont déjà au pouvoir, une bonne partie de sa politique est déjà mise en pratique. Aujourd'hui, en Cisjordanie, les cantons existent de fait et le bouclage de ces « zones autonomes » est permanent. Les exécutions extra-judiciaires sont quotidiennes. Le bombardement des infrastructures civiles de la bande de Gaza a eu lieu cet été. Sans Lieberman…

« Qu'est-ce qui changera au juste ? Israël se lancera dans une guerre superflue ? (…) Le racisme à l'égard des citoyens arabes d'Israël va croître ? L'armée d'occupation se rendra cruelle envers les Palestiniens ? Mais tout cela, le gouvernement, dans sa composition actuelle, nous le dispense déjà en abondance, et la participation de Lieberman fera seulement tomber le masque » (Gidéon Levy, Haaretz, 15 octobre). Même s'il y a des nuances dans le ton et des divergences ponctuelles, son projet d'un Etat juif sur le plus de territoire possible avec seulement quelques réserves pour les autochtones palestiniens est vieux comme le sionisme. Et c'est le projet de la très grande majorité de la classe politique israélienne. Ancien militant et dirigeant du Likoud, « Lieberman n'est en réalité qu'une créature de l'establishment politique israélien » (Jonathan Cook, Electronic Intifada, 25 octobre).

Les grandes puissances se taisent : une surprise ?

« Vous comprendrez que nous ne pouvons pas interférer dans la constitution d'un gouvernement étranger. C'est de la seule responsabilité de l'Etat concerné » (Cristina Gallach, porte-parole officielle de Javier Solana, citée par Ali Abunimah, Electronic Intifada, 26 octobre). Difficile de garder son calme lorsque l'on sait que l'Union européenne suspend ses subventions à l'Autorité Palestinienne depuis que le gouvernement est dominé par le Hamas, où quand on se souvient que l'arrivée d'Haider au pouvoir en Autriche, en 2000, avait entraîné des sanctions diplomatiques contre le nouveau gouvernement, au nom des « valeurs » de l'UE, selon… Javier Solana.

Au-delà du fait que l'Etat d'Israël bénéficie d'une impunité sans commune mesure, c'est bel et bien parce que l'arrivée de Lieberman ne change pas qualitativement le gouvernement Olmert-Peretz que la « communauté internationale » se tait. Car dénoncer le projet politique du leader d'Israël Beitenou, c'est aussi s'attaquer au projet, à long terme, de Kadima et de leurs alliés travaillistes. Les Etats-Unis et l'UE se taisent depuis des décennies. Pourquoi se réveilleraient-ils maintenant ? Ce n'est pas sur eux que nous devons compter, ni sur ceux qui s'offusquent de la présence de Lieberman au gouvernement mais qui se taisaient encore il y a quelques semaines.

Dénoncer l'arrivée de Lieberman au gouvernement israélien ne doit pas nous amener à décerner un brevet de démocratie et d'antiracisme à Olmert et Peretz, qui ont largement démontré qu'eux aussi plaçaient le projet sioniste au-dessus de tout. La présence de

Lieberman doit être l'occasion, pour tous ceux qui sont solidaires des Palestiniens, de recentrer la critique de la politique israélienne sur l'essentiel : le caractère intrinsèquement raciste et colonialiste du projet sioniste et de l'Etat d'Israël.

Julien Salingue est assistant d'éducation dans un collège à Paris. Il a effectué de nombreux séjours en Palestine. Il y a réalisé un documentaire vidéo : « Palestine, vivre libre ou mourir » (2002).

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Julien Salingue, Mondialisation.ca, 2006

Articles Par : Julien Salingue

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca